

La crise dans la filière-bois au Cameroun

Mesures temporaires possibles et impacts sur les recettes fiscales

**Mission au Cameroun à la demande de la Banque Mondiale
(13-20 janvier 2009)**

Alain Karsenty
Economiste au Cirad, France

22 janvier 2009

Synthèse

La crise mondiale affecte tout particulièrement le secteur bois en Afrique centrale car celui-ci dépend du marché immobilier dans les pays importateurs, Europe occidentale et Chine notamment. La brusque contraction du crédit et la chute des mises en chantier de logements et de bâtiments qui s'en est suivie se traduit immédiatement par une baisse importante des commandes depuis octobre 2008, une annulation de nombre d'entre elles, des stocks importants dans les ports chinois et européens, et une baisse générale des prix, plus accentuées sur certaines essences comme le sapelli (très utilisée dans la décoration intérieure et l'ébénisterie). La crise ne se manifeste encore que partiellement dans les statistiques de 2008, mais des données recueillies sur les 3 derniers mois auprès de la SEPBC, de la SDV et de transporteurs font état d'une baisse des expéditions de 40 à 50% des bois sortis par Douala. La crise affecte plus brutalement les pays produisant surtout des bois rouges, comme le sapelli et le sipo (dont les rares commandes honorées se négocient à la baisse de 25 à 30%) c'est-à-dire la RCA et le Nord-Congo, et cela touche particulièrement aussi les transporteurs camerounais dans la mesure où ces bois transitent par le Cameroun. Le marché de l'okoumé (Gabon, Sud-Congo) est également en forte baisse, du fait des achats en nette baisse de la Chine, qui réexporte traditionnellement en Europe et aux USA des bois transformés à partir de grumes et de sciages importés. Seuls, certains bois « hydrauliques » comme l'azobé et l'okan sont moins affectés par la baisse des commandes et des prix, du fait des niches qu'ils occupent (marchés publics aux Pays-Bas, par exemple). Les entreprises interrogées avouent des baisses du chiffre d'affaires sur les derniers mois qui vont de 10 à 60%, et les carnets de commandes passent en moyenne de 6 mois à 1-3 semaines.

Dans ce contexte de crise aigue, le Cameroun est un peu moins sévèrement affecté que la RCA et le Congo, du fait (i) d'une plus grande diversité des essences exploitées, (ii) de coûts de transport moindres que dans ces deux pays/régions, (iii) du coût comparativement plus élevé du recours au chômage technique au Cameroun que dans d'autres pays (où celui-ci n'est pas indemnisé), (iv) du coût élevé de la « non-activité » du fait de la proportion importante de charges fixes, dont la redevance forestière annuelle (RFA) représente de 15 à 45-50 % des charges fixes (selon les différentes structures de coût des entreprises concernées) et le montant de la RFA (fixée par adjudication) que chacune doit acquitter. Trois groupes ont choisi de concentrer leurs activités restantes au Cameroun : Rougier SA (suspension totale de l'activité au Congo et suspension de l'activité d'une concession au sud du Gabon), Thanry-Vicwood (suspension totale en RCA et au Congo). Le groupe TRC a suspendu son activité au Brésil pour se concentrer sur le Cameroun. Certaines entreprises, ayant peu de stock, ont choisi de maintenir leurs activités d'exploitation pour profiter de la saison sèche (et s'arrêter ensuite en saison des pluies en espérant écouler les stocks constitués, d'autres ont choisi d'arrêter les chantiers afin de pas gonfler encore plus leurs stocks.

Cependant, cette relative résistance du Cameroun ne doit pas faire illusion. Déjà plus d'un millier d'employés sont en chômage technique ou ont été licenciés, sans compter la perte de revenus pour de très nombreux sous-traitants et tâcherons qui n'ont plus de commandes. Dans le secteur des transports il faut compter avec la perte de revenus correspondant à des centaines de camions qui sont parqués, faute de bois à transporter. Par ailleurs l'audit économique et financier du secteur forestier de 2006 avait indiqué que, dans l'ensemble, la situation financière des entreprises était peu encourageante – malgré une hétérogénéité des situations. La hausse importante du prix des bois à partir du second semestre 2006, qui s'est poursuivie en 2007, a permis de rétablir les marges bénéficiaires des entreprises mais a masqué des faiblesses structurelles de la filière (manque de diversification des productions, montée en gamme pas assez rapide, etc.). Ces faiblesses sont aggravées par un système fiscal qui demande à être amélioré et par un cadre institutionnel toujours peu propice à un développement des entreprises. La forte crise actuelle va se traduire par une sévère restructuration de la filière – donc des fermetures d'usine et des licenciements – et des retraits d'investissements, dont l'ampleur dépendra (i) en grande partie de la durée et la profondeur de la crise, (ii) des mesures que pourra prendre le gouvernement pour aider les entreprises à résister dans cette phase particulièrement aigüe.

Le contenu de ces mesures dépend du diagnostic formulé. La crise est d'abord une crise de la demande, se traduisant par un effondrement des ventes. Pour les bois encore vendus, les prix sont en baisse plus ou moins accentuée selon les essences.

Le gouvernement a déjà pris deux mesures qui vont dans le bon sens :

- la suppression de la caution bancaire pour les entreprises gérées par la DGE (mesure préconisée par le second audit économique et financier du secteur forestier de 2006) ;
- la suppression du quitus fiscal préalable aux exportations.

Tenter de préserver un maximum d'emplois et d'entreprises dans cette filière dans cette période de crise aigüe devrait constituer une priorité pour le gouvernement. Poursuivre les réformes entreprises dans ce secteur depuis une quinzaine d'années, notamment en matière économique et fiscale (cf. les recommandations de l'audit de 2006) est nécessaire, mais la situation demande des mesures **simples, rapides, d'ampleur** mais **temporaires**. Les réformes de fond devront venir plus tard, une fois que les conditions d'un fonctionnement économique plus normal du secteur seront réunies. Les mesures proposées ci-dessous répondent à ces 3 critères. Elles pourraient faire l'objet d'une loi de finance rectificative ou d'ordonnances.

1. Mesure prioritaire : Allègement sensible de la RFA pendant un an

La crise étant d'abord une chute brutale de la demande, c'est l'activité des entreprises qui s'interrompt ou se ralentit sensiblement, fautes de commandes – et ce indépendamment du prix qu'elles peuvent proposer à des acheteurs qui ont disparu. Dans ces conditions, la priorité est d'alléger les charges fixes. Le chômage technique ou les licenciements étant, de toute façon, inévitable (on peut seulement tenter de l'atténuer), les revenus des populations locales vont baisser – on considère que chaque emploi industriel stable fait vivre une dizaine de personnes. Par conséquent, il est recommandé de maintenir la part des 10% destinées aux populations locales et de réduire en priorité la part de l'État, voire celle des communes mais sans suspendre entièrement cette dernière. Selon les scénarios proposés ici, la baisse des recettes pour l'État sur l'année 2008 pourrait être de (i) 3,13 milliards FCFA (ii) 6, 27 milliards (iii) 4,7 milliards. Sans compter les baisses de recettes pour les communes.

Scénario A	Scenario A+ (renouvellement de A après 6 mois)	Scénario B
<i>"Redressement en cours d'année"</i>	<i>"Crise profonde et durable"</i>	<i>"Crise durable mais atténuation progressive"</i>
Suspension part de l'Etat pendant 6 mois	Suspension part Etat 2 x 6 mois	Suspension part de l'Etat pendant 6 mois
Baisse 50% communes pendant 6 mois	(examen situation après 6 mois)	Paiement à hauteur de 50% les 6 mois suivants
Retour à la normale au bout de 6 mois	Baisse 50% communes 2 x 6 mois	Baisse 50% communes pendant 6 mois, puis 25%

2. Baisse temporaire de 25% des mercuriales (assiette des taxes d'abattage et entrée usine)

Une réduction de 25% de la base taxable entraîne mécaniquement une baisse de 25% des recettes. Ces dernières dépendront des ventes de l'année 2009. Si l'on fait l'hypothèse d'une récolte (taxée) 2008 à 1,9 millions de m³ (contre 2,16 millions en 2007), la perte fiscale (intégrant la baisse de la récolte) devrait tourner autour de 900 millions en 2009.

3. Remplacement (mesure non temporaire) de la taxe entrée usine (TEU) par une taxe sur les produits transformés exportés

Cette mesure se justifie par la mauvaise performance de la TEU. D'autre part, sa suppression diminuerait le prix de revient des bois usinés qui pourraient être vendus ainsi plus facilement sur le marché local. Les taxes à l'exportation ayant, en principe, un meilleur rendement que la TEU, La mesure de réduction de 25% des mercuriales pourrait se traduire par un manque à gagner de 500 millions en 2009 (lié à la baisse de 25% de la mercuriale).

4. Passage à taux zéro pendant un an de la TVA sur les ventes de bois transformés sur le marché intérieur

Cette mesure vise à faciliter un redéploiement partiel de l'industrie sur le marché intérieur dans un contexte où la demande mondiale est atone. Aujourd'hui, les prix de revient du bois transformé dans les unités industrielles est supérieur à la capacité de payer de la plupart des consommateurs camerounais. Le marché intérieur est alimenté en grande partie par le secteur informel. On peut atténuer l'écart des prix en appliquant un taux zéro de TVA (contre 18,5% actuellement) et en remplaçant la taxe entrée usine par des droits des sortie sur les produits transformés. Faute de données, on n'a pas chiffré l'impact de cette mesure.

5. Mesure possible pour compenser la perte inévitable des recettes fiscales : l'élargissement provisoire des quotas d'exportation des grumes à d'autres essences

Depuis 2006, le gouvernement introduit des quotas d'exportation de grumes pour l'ayous et l'azobé, distribués aux entreprises exportatrices en fonction de la quantité qu'elles transforment. Bien que le marché des bois se soit sérieusement contracté, certains pays continuent d'être intéressés par certaines essences et par le bois en grumes. La mesure proposée est, comme les autres, temporaire et destinée (i) à générer du cash-flow pour les entreprises et les aider ainsi à maintenir une certaine rentabilité permettant de ne pas licencier ; (ii) générer des recettes fiscales sur l'exportation des grumes.

Si cette mesure devait être prise, il conviendrait sans doute d'accorder les quotas d'exportation de grumes aux seules entreprises (1) qui se distinguent par leurs efforts de gestion durable et, (2) qui s'engagent à conserver l'emploi. Compte tenu du peu d'information sur les quantités supplémentaires de grumes qui pourraient être

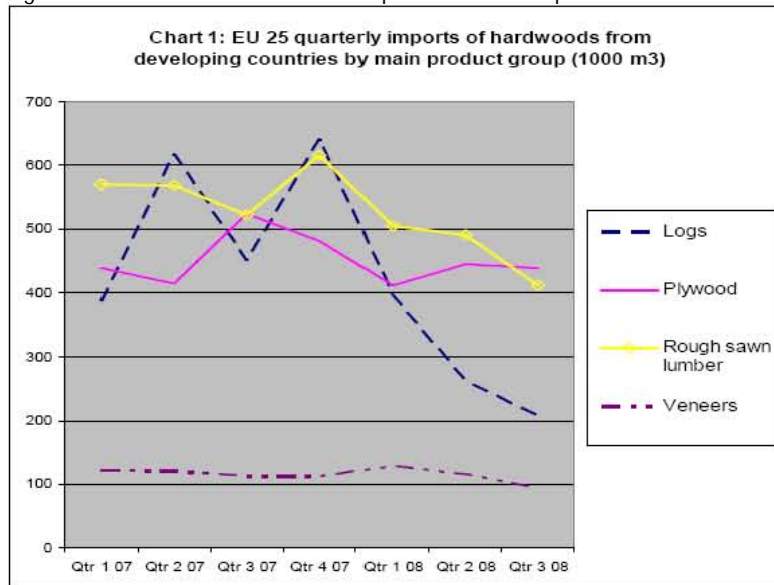
exportées avec cette mesure, on n'a pas chiffré les recettes supplémentaires que pourrait entraîner cette mesure.

Enfin, à la sortie de la crise, il faudra envisager une amélioration du cadre fiscal, économique et réglementaire de la filière bois, en s'inspirant des mesures de l'audit économique de 2006, afin de d'accroître la contribution du secteur forestier au développement de l'économie nationale, réduire le risque pour l'industrie, tout en consolidant les avancées réalisées dans l'objectif de gestion durable des forêts.

I. Contexte général

La crise économique mondiale, qui prolonge une crise financière qui s'est accélérée durant les mois de septembre-octobre 2008, a particulièrement touché le domaine de la construction immobilière. Aux USA et en Europe occidentale (en particulier en Espagne, Grande-Bretagne et en France, premier pays importateur de bois tropical au sein de l'UE) où les prix de l'immobilier qui avaient atteint des sommets historiques se replient rapidement, avec une forte baisse des mises en chantier (France) voire un abandon des chantiers en cours (Espagne). Les prix du bois tropical, en particulier du bois africain, sont très liés à l'activité de la construction immobilière, notamment en Europe occidentale. Le tableau ci-dessous extrait de la dernière livraison de la note de conjoncture sur les marchés de l'OIBT montre la baisse des achats de bois tropical déjà très sensible sur les 3 premiers trimestres de 2008 :

Figure 1. Evolution des achats de bois par l'UE sur les 3 premiers trimestres de 2008 :



Source: Forest Industries Ltd. analysis of EUROSTAT data supplied by BTS Ltd.

La crise touche également les « nouveaux marchés » du bois africain, comme celui de la Chine, dont une partie des importations de bois tropical en grumes ou en bois scié était destiné à être réexporté vers les marchés occidentaux sous forme de produits transformés. En 2008, les exportations chinoises se sont contractées avec des baisses de prix pour les produits de seconde transformation d'environ 20 à 25%. Fin 2008, la moitié des unités de fabrication de contreplaqué et de parquet avaient stoppé totalement ou partiellement leur activité, faute de commandes suffisantes.

Sur le marché chinois comme sur le marché européen, la priorité est donnée à l'écoulement des stocks qui s'entassaient dans les ports, conduisant à des baisses de prix très variables suivant les négociations. De nombreuses commandes ont été annulées, et les perspectives du début d'année 2009 sont très mauvaises. L'écoulement des stocks d'inventés constitue un préalable à toute reprise d'activité de production, mais ceci ne suffira pas à retrouver un niveau d'activité correct si la demande ne reprend pas.

Par conséquent, les entreprises de la filière bois en Afrique sont très affectées. Le pays le plus touché est sans aucun doute la RCA, où la plupart des scieries sont arrêtées et de nombreux chantiers tournent au ralenti ou sont arrêtés. Les entreprises du Nord Congo sont également fortement touchées par la crise (la société Mokabi, filiale de Rougier a suspendu ses activités, tout comme IFB) qui touche notamment la vente d'une essence comme le sapelli (*Entandrophragma cylindricum*). Le Gabon et le

RDC ne sont pas épargnés. La demande d'okoumé est en forte baisse, étant donné les stocks très importants de contreplaqué chinois en Chine dans plusieurs pays qui ne parviennent pas à être écoulés.

II. Le contexte particulier du Cameroun

Au Cameroun, l'ensemble des essences a vu sa demande chuter, même si les marchés pour certaines d'entre elles semblent mieux résister, comme les bois hydrauliques (azobé, okan, tali...) qui bénéficient aussi de leur écoulement sur des marchés publics (comme en Hollande). D'après les responsables de la SEPBC (parc à bois de Douala) interrogés le 14 janvier 2009, la baisse des entrées de bois (grumes essentiellement, car les bois transformés en containers ne sont pas recensés) est d'environ 50 % pour le dernier trimestre 2008. Sur la totalité de l'année 2008, les baisses sont moins significatives ; comme l'indique le tableau ci-dessous qui concerne tous les bois qui passent par le SEPBC à Douala et Kribi (mais qui ne concerne pas que les bois camerounais), sur un an la baisse est de 16% pour les grumes et 13% pour les débités, avec des augmentations sur l'Asie et des baisses sur l'Europe et l'Amérique :

Tableau 1. Embarquement par destination (bois Cameroun + CEMAC ; hors bois en containers) (source SEPBC)

EMBARQUEMENT PAR DESTINATION	2006 VOLUMES		2007 VOLUMES		2008 VOLUMES		écart 2008/2007	
	grumes	débités	grumes	débités	grumes	débités	grumes	débités
EUROPE	303 761	480 178	295 023	512 298	172 632	409 438	-41%	-20%
ASIE	360 159	15 695	197 136	9 995	238 284	38 812	21%	288%
AFRIQUE	13 162	37 174	13 403	40 521	11 290	44 275	-16%	9%
AMERIQUE	18	18 489	0	26 963	341	18 083		-33%
OCEANIE	0	25	0	65	0	144		122%
TOTAL	677 100	551 561	505 562	589 842	422 547	510 752	-16%	-13%

Néanmoins, l'augmentation des grumes sur l'Asie enregistrée par le parc à bois est sans doute trompeuse : à partir de la mi-2008, la disponibilité de navires vraciers a fait chuter les prix du transport « en conventionnel » (c'est-à-dire des grumes en vrac) par rapport au transport des grumes en container qui s'était fortement développée les années précédentes, et notamment en 2007 quand il y avait une pénurie de vraciers (mobilisés pour les livraisons de minerais et autres matières premières à la Chine).

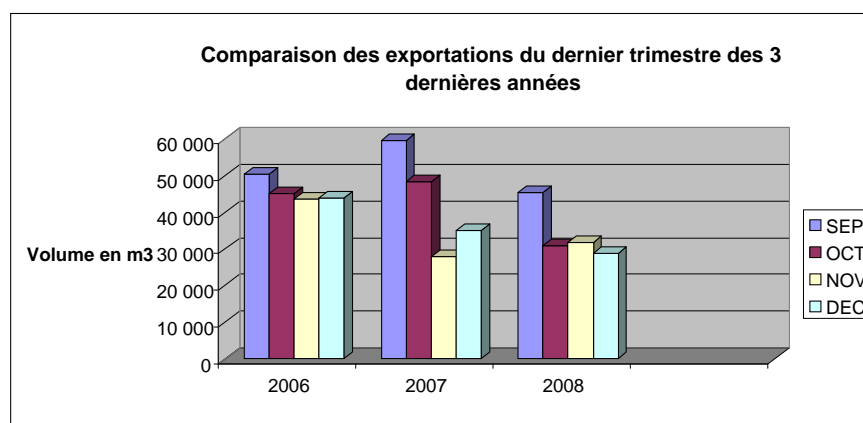


Figure 2. Comparaison des exportations du dernier trimestre des 3 dernières années (source SEPBC)

Les chiffres de la Douane pour les exportations de bois camerounais, en principe plus complets puisqu'ils concernent tant les grumes que les débités, montrent une baisse forte des grumes et une baisse modérée des exportations de débités.

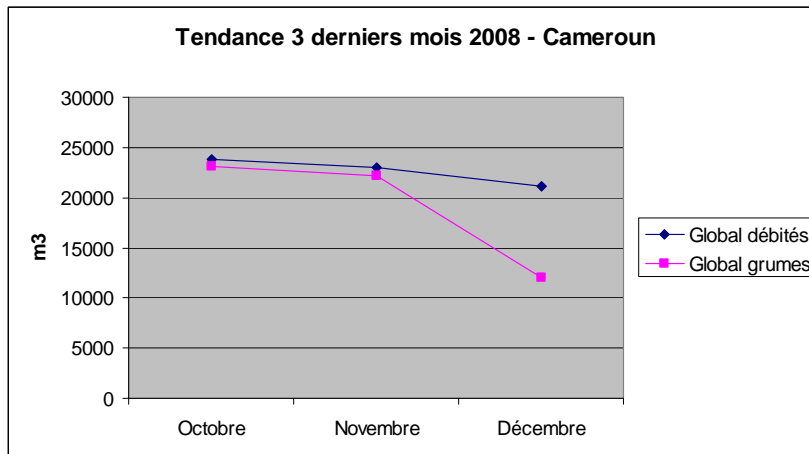


Figure 3. Evolution des exportations de grumes et de débités du Cameroun pour les 3 derniers mois de 2008 (sources : Douanes Port Douala)

Enfin, des chiffres significatifs nous ont été transmis par la société SDV, transporteur maritime qui a constaté une baisse de ses chargements en containers (toutes marchandises confondues) de 21% en décembre 2008 par rapport à novembre 2008. La SDV précise que : « *La baisse des exports est essentiellement due aux chargements de bois où l'on note -34% par rapport au mois de Novembre (qui avait déjà chuté de 31% par rapport à Octobre). Les volumes bois ont donc été divisés par 2 entre Octobre (5,079 Teus) et Décembre (2,307 Teus)* » (correspondance de la direction commerciale de SDV SAGA Cameroun, 21/01/09). Cette division par 2 des exportations de bois au dernier trimestre 2008 corrobore l'estimation de la direction commerciale de la SEPBC mentionnée à la page précédente. Elle témoigne bien de la contraction de la demande ressentie par les opérateurs économiques et indique la dimension de la crise sous-régionale.

Le paradoxe du Cameroun : moins rentable mais point de repli de sociétés déployées dans plusieurs pays d'Afrique centrale

Bien que le Cameroun soit considéré comme l'un des pays où la rentabilité des entreprises forestières est la moins assurée dans la sous-région, compte tenu du poids de la fiscalité et des règles sociales, la crise actuelle, spectaculaire en RCA et au Nord-Congo, affecte en apparence moins le Cameroun en ce qui concerne les chiffres d'exportation, voire de production. De fait, la société Rougier a totalement arrêté sa production au Congo, et a stoppé les activités dans une de ses concessions au Gabon pour se concentrer sur le maintien d'un niveau d'activité suffisant au Cameroun. La société Thanry-Vicwood a fait de même, en stoppant ses activités au Congo et en RCA. La société TRC a arrêté un permis forestier au Brésil pour concentrer ses efforts sur le Cameroun. Comment expliquer ce paradoxe ?

La réponse des industriels est que le coût de l'arrêt des activités est plus élevé au Cameroun que dans les autres pays :

- au Cameroun, le chômage technique doit être indemnisé, ce qui n'est pas le cas dans les autres pays concernés ;
- le poids de la redevance de superficie, charge fixe qui doit être versée indépendamment du niveau d'activité, est plus élevé au Cameroun que partout ailleurs.

Comme ces sociétés ont d'importantes immobilisations au Cameroun – notamment des installations industrielles – elles ne sont guère enclines à renoncer à leurs investissements malgré une rentabilité aléatoire (bonne rentabilité en 2007 grâce aux prix élevés du bois sur les marchés internationaux, mais faible rentabilité une grande partie de 2006 et baisse de celle-ci à partir de la mi-2008). Face à la contraction des commandes, ces entreprises ont dû réduire leur production et se sont concentrées sur le pays où les coûts d'un éventuel arrêt des activités est le plus élevé, c'est-à-dire le Cameroun. L'autre élément déterminant est que la production dominante de la RCA et du Nord-Congo est le sapelli est que le marché de cette essence est très fortement touché par la crise, plus que celui d'autres essences

(que le Cameroun exporte). Enfin, certaines entreprises qui ont peu de stock préfèrent maintenir l'activité et profiter de la saison sèche pour travailler – quitte à constituer des stocks – puis ralentir en saison des pluies, quand les coûts opérationnels sont plus élevés.

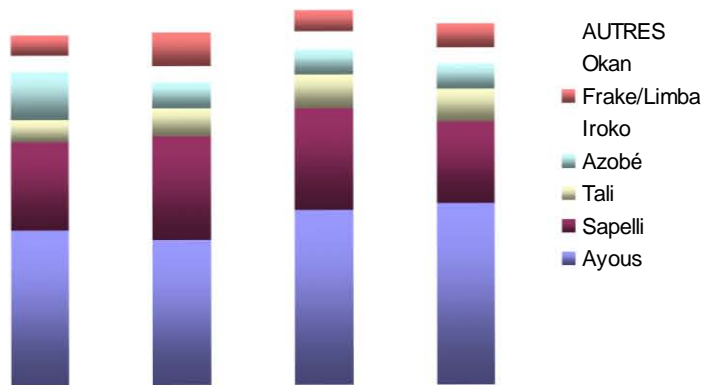


Figure 4. Répartition des essences récoltées au Cameroun

Le résultat de ces différents facteurs est que les chiffres d'exportation du Cameroun ont moins baissé que ceux de certains de ses voisins, mais ceci masque aussi d'une certaine manière la dimension exacte de la crise. Cette situation est fragile : si la crise s'aggrave ou dure trop longtemps, des entreprises fermeront leurs portes et quitteront le Cameroun sans intention de s'y réinstaller ultérieurement : les mêmes facteurs (qualifiés de « rigidités » par certains opérateurs) qui contribuent à maintenir l'activité aujourd'hui se transformeront en repoussoir une fois la décision de partir prise par les investisseurs – alors que dans les autres pays, s'il est plus facile d'arrêter, il est aussi plus facile de revenir, et plus attractif si la rentabilité moyenne y est plus élevée en temps normal.

Des prix difficiles à déterminer

L'évolution des prix internationaux donne quelques indications de la baisse des prix, mais comme le reconnaît l'OIBT (Organisation Internationale des Bois Tropicaux) qui livre ces graphiques « ... *low levels of actual purchasing make any meaningful assessment of real market prices difficult* » (le faible niveau actuel des achats rend difficile l'établissement de prix de marché significatifs). Il semble cependant que le mouvement de baisse ait été, jusqu'à présent plus net pour les grumes que pour les sciages.

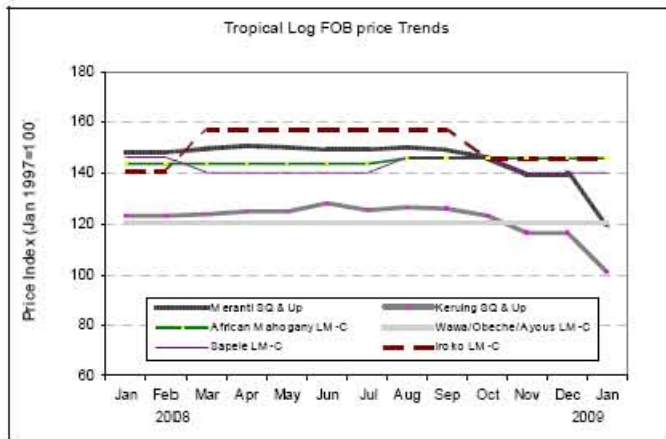


Figure 5. Tendance des prix des grumes tropicales 2008 (Source : OIBT)

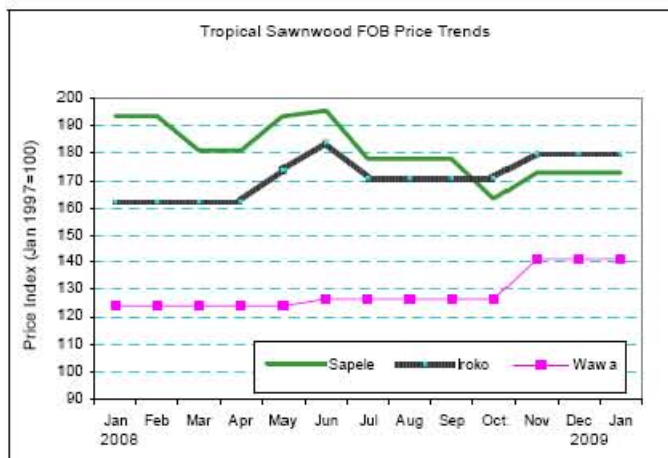


Figure 6. Tendance des prix des sciages tropicaux 2008 (Source : OIBT)

La note de conjoncture de l'OIBT (Organisation Internationale des Bois Tropicaux) sur les marchés du bois tropical en date du 15 janvier 2009 indique qu'en Allemagne, les prix FOB pour les lots de sapelli (*Entandrophragma cylindricum*) en diverses longueurs étaient en décembre 2008 entre 400 et 500 €/m³, contre 500-600 €/m³ en septembre 2008. Pour le sipo (*Entandrophragma utile*) scié, la fourchette était de 500-650 €/m³ contre 650-700 fin septembre 2008.

Une entreprise opérant au Cameroun nous a indiqué que les prix des sciages de sapelli étaient les plus affectés, avec une baisse de 29% (et de 24% pour le sipo) entre début 2008 et début 2009. Ce sont les « bois rouges », utilisés souvent pour l'aménagement intérieur, qui sont le plus touchés par les effets du ralentissement de la construction immobilière en Europe. Le doussié perd 20% et le moabi 19%. Les baisses sur les autres essences sont moindres (13% pour le tali, 8% pour l'ayous, 7 % pour l'iroko, etc.). Cependant, comme la valeur unitaire des « bois rouges » est plus élevée que les autres bois (à l'exception de l'iroko), l'impact sur les entreprises est sérieux : le sapelli représente 17 à 20 % des récoltes annuelles (même proportion pour les exportations de débités de sapelli).

Les prises de commande

En moyenne, les entreprises interrogées indiquent qu'elles ont des carnets de commande de 15 jours à 1 mois contre environ 6 mois en temps normal. Seule « bonne nouvelle » : la certification FSC contribue à une meilleure résistance des carnets de commande. Les bois certifiés ne sont pas épargnés par la baisse de la demande mais le flux de commandes les concernant est moins affecté que celui des bois non certifiés.

L'impact sur l'emploi

Les premières victimes du ralentissement sont les sous-traitants et tâcherons, les intérimaires et les CDD qui ne sont pas renouvelés. Mais le personnel permanent est également affecté.

Un certain nombre de sociétés forestières ont commencé à prendre des mesures de chômage technique (CT) et effectué des licenciements secs. Au cours d'une réunion avec les représentants des principales entreprises forestières implantées au Cameroun, les sociétés ont décrit les conséquences de la situation actuelle sur leur activité :

- **Pallisco** enregistre une baisse de ses carnets de commande (6 mois d'avance en temps normal, 1,5 à 2 mois aujourd'hui). La société maintient son activité en forêt pour profiter de la saison sèche et « fait du stock ». Les mesures prises jusqu'à présent sont la réduction du temps de travail dans les scieries : mi-temps pendant 3 semaines (8 heures/jour au lieu de 16) au mois de novembre pour 180 salariés
- **TRC**, dont une UFA est certifiée FSC et qui est sur des marchés de niche (bois hydrauliques déjà mis en forme pour les marchés d'Europe du nord) est une des sociétés qui résiste le mieux, et indique une baisse d'environ 10% de ses ventes. Néanmoins, TRC ne fait fonctionner qu'une chaîne de transformation sur deux. Les primes des employés (qui peuvent représenter jusqu'à 1/3 du salaire total) ont été suspendues
- **FIPCAM** a une usine arrêtée (sur deux au total) et a mis 30 à 40 personnes en CT
- **CUF**, qui ne fait que de l'exploitation forestière, indique avoir à faire face à 40% d'annulation de commandes. Le chiffre d'affaire accuse une baisse de 30%. La société a procédé à 10 licenciements secs et a mis 10 autres personnes en CT.
- **Alpicam** a arrêté une de ses usines (celle qui fabrique des produits finis) en attendant d'avoir un volume de commande suffisant. Les ventes de sciage et de placages ont baissé d'environ un tiers au dernier trimestre 2008 comparé au dernier trimestre 2007. Et 300 employés ont été licenciés (sur 1300). Sur les chantiers, 120 à 130 personnes sont en CT. Sur les usines qui produisent toujours, comme le contreplaqué, réduction des équipes. Bien qu'elle accuse une baisse sensible de son chiffre d'affaires en décembre 2008 (plus d'un milliard de moins sur décembre 2007), la société a légèrement augmenté son chiffre d'affaires en 2008.
- **SEFAC** : 82 licenciements (soit 8,5% de la force de travail). Mais la société essaie de maintenir l'activité de coupe pour profiter de la saison sèche. La baisse des commandes est d'environ 30%.
- **Wijma** : maintient également, pour les mêmes raisons, l'activité en forêt. Mais passage de 2 équipes à une seule équipe pour la production. Arrêt des sous-traitants.
- **SIM** : baisse du chiffre d'affaires de 57%. Suppression des heures supplémentaires, 135 licenciements secs et 42 mises en CT (sur 447 employés permanents). Passage en 2x8 et en 5/7 (contre 3x8 et 7/7 en temps normal).
- **SFID** : 250 licenciements secs (en priorité des personnes travaillant sur des projets, comme la certification). Le carnet de commande est passé de 4-5 mois à 15 jours. Les produits se vendent avec une baisse des prix de 25 à 30% globalement. Le faible nombre de contrats se traduit par des spécifications moins flexibles, entraînant une baisse des rendements matière de 4% et une diminution de la productivité de 20%. Préfèrent vendre à perte que de stopper les usines.
- **Thanry-Vicwood** : une usine sur 2 arrêtée. 300 personnes en CT (50%). Tous les chantiers d'exploitation arrêtés, car gros stocks existants. Arrêt des CDD. Le chiffre d'affaires de cette société a baissé de 41% de janvier 2009 (projection au 31/01) comparé à janvier 2008.
- Pour le **exploitants nationaux**, souvent sous-traitants et fournisseurs de bois des industries exportatrices, la plupart des chantiers sont à l'arrêt depuis octobre - novembre. Ces entreprises employant elles-mêmes des sous-traitants et des tâcherons, il n'y a que peu de licenciements formels, mais le coût social de ces mesures est élevé localement.

Au total, on peut avancer que plus d'un millier d'employés ont été mis au chômage (total ou partiel) , sans compter les non renouvellements des intérimaires et des CDD, ainsi que l'arrêt de facto du travail

offert au sous. En 2006, le nombre d'employés du secteur formel (exploitation + transformation du bois) était estimé à environ 11.500 personnes.

Il ne faut pas oublier les impacts sur le transport, au-delà de l'exploitation et de la transformation du bois. D'autant plus que les transporteurs camerounais bénéficient du transit du bois de la CEMAC (Congo et RCA) par le territoire national, et que la forte réduction des exportations dans ces pays est directement ressentie. D'après un transporteur, près d'un millier de camions (4 flottes de transporteurs) seraient parqués, du fait de la baisse des volumes transportés, qui serait d'environ 35-40 % – autres pays CEMAC dont les bois transitent par le Cameroun compris. Aucune information n'est disponible à ce jour sur l'impact en termes d'emploi.

III. Les mesures déjà prises par le gouvernement

Le gouvernement a déjà pris deux mesures qui vont dans le bon sens :

- la suppression de la caution bancaire pour les entreprises gérées par la DGE (mesure préconisée par le second audit économique et financier du secteur forestier de 2006) ;
- la suppression du quitus fiscal préalable aux exportations.

Néanmoins, même si ces mesures sont de nature à soulager la trésorerie des entreprises et à leur permettre de ne pas rater certains marchés, elles seront vraisemblablement insuffisantes pour empêcher une crise sévère du secteur bois avec une série d'impacts potentiels très négatifs :

- la perte de milliers d'emplois (l'industrie du bois au sens large, exploitation & transformation, représente environ 11.000 emplois stables, sans compter les emplois associés dans le transport du bois et les activités portuaires) ;
- la fermeture d'entreprises et le départ d'investisseurs se traduisant par l'abandon d'UFA et la perte des recettes fiscales associées (RFA et taxes) ;
- du point de vue de l'État camerounais, la rentabilité en baisse de la foresterie (moins de recettes fiscales, d'emplois et de cotisations sociales) pourrait renforcer les tentations de saisir les opportunités de changement d'usage des terres (i.e. conversion des forêts à l'agriculture). Dans le contexte international qui voit s'amplifier un mouvement d'acquisition (locations, achats, concessions...) par des investisseurs public ou privés de terres afin de développer des activités agricoles (ou des plantations d'huile de palme), ceci se traduirait par une accélération de la déforestation.

IV. Mesures de sauvegarde de la filière à considérer par le gouvernement

Tenter de préserver un maximum d'emplois et d'entreprises dans cette filière dans cette période de crise aigue devrait constituer une priorité pour le gouvernement. Poursuivre les réformes entreprises dans ce secteur depuis une quinzaine d'années, notamment en matière économique et fiscale (cf. les recommandations de l'audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun de 2006) est nécessaire, mais la situation demande des mesures **simples, rapides, d'ampleur** mais **temporaires**. Les réformes de fond devront venir plus tard, une fois que les conditions d'un fonctionnement économique plus normal du secteur seront réunies. Les mesures proposées ci-dessous répondent à ces 3 critères. Elles pourraient faire l'objet d'une loi de finance rectificative ou d'ordonnances.

1. Mesure prioritaire : *Allègement sensible de la RFA pendant un an*

Argumentaire : la crise étant d'abord une chute brutale de la demande, c'est l'activité des entreprises qui s'interrompt ou se ralentit sensiblement, fautes de commandes – et ce indépendamment du prix qu'elles peuvent proposer à des acheteurs qui ont disparu. Dans ces conditions, la priorité est d'alléger les charges fixes. Sans mesure du gouvernement, les entreprises vont commencer par suspendre les salaires (en utilisant le chômage technique ou/puis les suppressions de postes se traduisant par des

licenciements secs). Si l'État réduit provisoirement le poids de la redevance forestière annuelle (RFA), cela peut réduire les vagues de licenciements.

Le poids des charges fixes

Deux entreprises importantes opérant au Cameroun nous ont indiqué quel était le montant des charges fixes. Dans les deux cas, elles représentent environ 40% des charges totales de l'entreprise. La RFA acquittée par l'entreprise découle de l'appel d'offres. Une des entreprises (plusieurs UFA) acquitte une RFA nettement inférieure à la moyenne de 2800 FCFA/ha et le montant de la RFA sur ses charges fixes s'élève à 18%. Une autre entreprise indique des charges fixes correspondant à 12-15% de l'ensemble de ses charges, avec un poids de la RFA de 40-45 % du total de ces charges fixes.

Une troisième entreprise s'acquitte d'une RFA inférieure à la moyenne de 2900 FCFA/ha pour ces deux UFA. Ici, la RFA représente environ 15% des charges fixes de l'ensemble¹ et près de 6% du total des charges. Cette société nous a présenté la comparaison entre son budget mensuel (dépendances) et son chiffre d'affaires mensuel sur les 15 derniers mois. Seuls 2 mois (décembre 2007 et mai 2008) sont positifs, les autres mois étant déficitaires, avec une aggravation des pertes fin 2008 (le CA du mois de novembre 2008 était plus de deux fois inférieur aux dépenses). Voir figure ci-dessous.

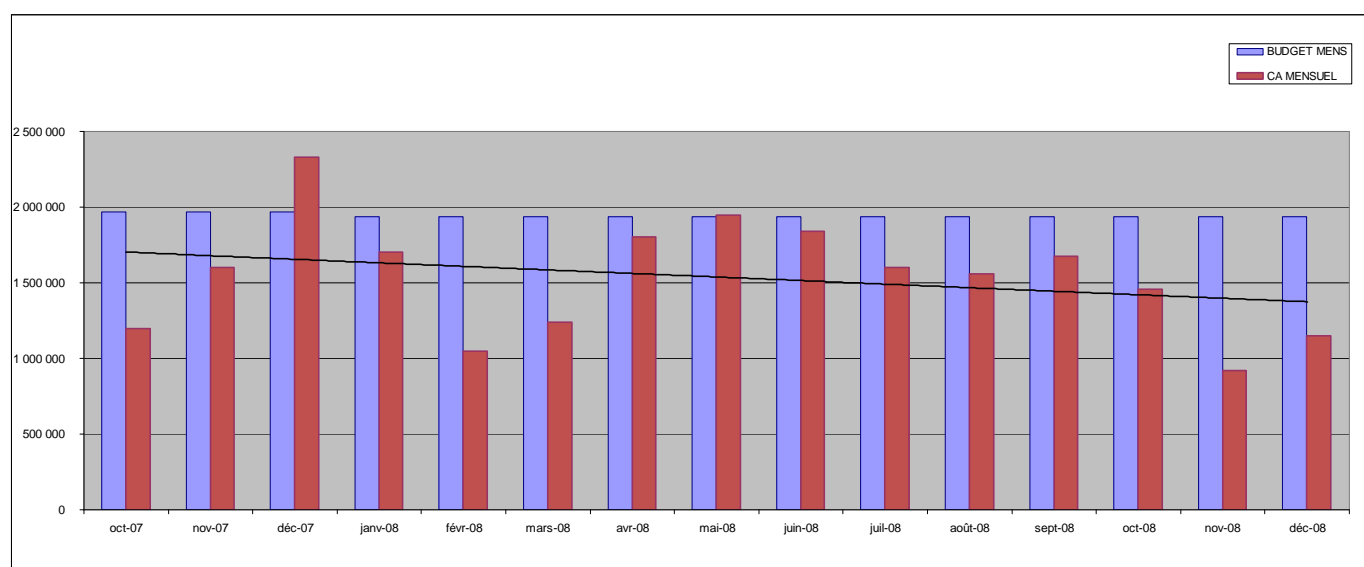


Figure 7. exemple de l'évolution conjointe du chiffre d'affaires et des dépenses (budget mensuel) d'une entreprise forestière disposant de deux UFA sur les 15 derniers mois.

Le chômage technique ou les licenciements étant, de toute façon, inévitable (on peut seulement tenter de l'atténuer), les revenus des populations locales vont baisser – on considère que chaque emploi industriel stable fait vivre une dizaine de personnes. Par conséquent, il est recommandé de maintenir la part des 10% destinées aux populations locales et de réduire en priorité la part de l'État, voire celle des communes mais sans suspendre entièrement cette dernière.

(Page suivante : scénarios possibles concernant la RFA et simulation des impacts fiscaux correspondants)

¹ Ce qui indique que le pourcentage des charges fixes sur l'ensemble des charges n'est pas corrélé avec le montant de la RFA payée : l'entreprise qui paye la RFA la plus basse indique pourtant que un poids de la RFA dans ses charges fixes plus élevé que l'entreprise qui paye une RFA supérieure.

Rappel des données de base pour l'année 2008 (en FCFA)

RFA des UFA	12 542 000 000
Dont : RFA Etat	6 271 000 000
RFA Commune	5 016 800 000
RFA communautés	1 254 200 000

Dans les 3 scénarios ci-dessous, la part des 10% destinée aux communautés est maintenue. Seules les parts de la RFA destinées au Trésor Public et aux communes varient. Le scénario A est susceptible de se transformer en scénario A+ si après un examen des conditions de marché il s'avérait qu'un renouvellement des mesures du scénario A était nécessaire.

Tableau 2. scénarios de réduction temporaire de la RFA et impacts

<i>Nom du scénario</i>	Scénario A	Scenario A+ (renouvellement de A après 6 mois)	Scénario B
	<i>"Redressement en cours d'année"</i>	<i>"Crise profonde et durable"</i>	<i>"Crise durable mais atténuation progressive"</i>
	Suspension part de l'Etat pendant 6 mois	Suspension part Etat 2 x 6 mois	Suspension part de l'Etat pendant 6 mois
	Baisse 50% communes pendant 6 mois	(examen situation après 6 mois)	Païement à hauteur de 50% les 6 mois suivants
	Retour à la normale au bout de 6 mois	Baisse 50% communes 2 x 6 mois	Baisse 50% communes pendant 6 mois, puis 25%
RFA Etat perçue en 2009	3 135 500 000	0	1 567 750 000
Manque à gagner RFA Etat	3 135 500 000	6 271 000 000	4 703 250 000
RFA perçue communes en 2009	3 762 600 000	2 508 400 000	1 881 300 000
Manque à gagner communes	1 254 200 000	2 508 400 000	3 135 500 000
Total « manque à gagner » des institutions publiques en 2009	4 389 700 000	8 779 400 000	7 838 750 000
Impact sur les entreprises	Baisse de 35% de la RFA sur l'année 2009 et allègement immédiat de 70%	Baisse de 70% de la RFA en 2009	Baisse de 62,5 % de la RFA en 2009 avec allègement immédiat de 70%

Ces différents scénarios correspondent à trois hypothèses sur la durée et l'ampleur de la crise du marché des bois qui affectent directement les entreprises et l'emploi. Dans les scénarios A et A+, le manque à gagner pour le Trésor public s'élève à 3,1 milliards en cas d'amélioration de la situation du marché (non renouvellement de la mesure, scénario A) et à 6,27 milliards en cas de renouvellement de la mesure du fait de la persistance ou de l'aggravation de la crise (scénario A+). Notons que ce manque à gagner reste théorique : *si un certain nombre d'entreprises font défaut et abandonnent leurs UFA, le rendement de la RFA diminuera avec ou sans les mesures proposées*. Evidemment, personne n'est en mesure de dire si cette mesure permettra d'éviter des faillites, du fait de l'incertitude sur l'évolution des marchés et des prix – qui constitueront les principaux paramètres *in fine* de l'ampleur de la restructuration qui s'annonce. Par ailleurs, les structures économiques et financières des entreprises sont très différentes et les comptabilités analytiques de celles-ci sont, en règle générale, non accessibles. Enfin, rappelons que la RFA étant fixée à travers des adjudications, son montant diffère d'une entreprise à l'autre.

2. Mesure complémentaire 1 : Réduction pendant 12 mois de 25 % des mercuriales sur lesquelles sont calculées les taxes d'abattage et d'entrée usine.

Il est difficile de connaître les prix actuellement pratiqués sur les marchés, le manque d'activité étant peu propice à la détermination des prix d'équilibre. Néanmoins, selon les données recueillies auprès d'entreprises en Europe, on peut considérer que beaucoup de livraisons se négocient souvent avec ¼ de valeur en moins qu'avant la crise, lié au fait que les vendeurs ont dû accorder des rabais importants aux rares acheteurs pour écouler les stocks qui s'entassaient dans les parcs à bois portuaires.

La note de conjoncture de l'OIBT (Organisation Internationale des Bois Tropicaux) sur les marchés du bois tropical en date du 15 janvier 2009 indique qu'en Allemagne, les prix FOB pour les lots de sapelli (*Entandrophragma cylindricum*) en diverses longueurs étaient en décembre 2008 entre 400 et 500 €/m³, contre 500-600 €/m³ en septembre 2008. Pour le sipo (*Entandrophragma utile*) scié, la fourchette était de 500-650 €/m³ contre 650-700 fin septembre 2008. Une réduction de 25 % de la valeur des mercuriales serait cohérente avec ces données. Les données collectées auprès de quelques entreprises au moment de la mission indiquent des baisses s'échelonnant de 7 à 29%, les baisses les plus élevées étant sur les essences parmi le plus rentables (sapelli, sipo, doussié...) et dont la plus affectée (sapelli : - 29%) est la seconde essence récoltée et exportée du Cameroun.

Impact fiscal de la mesure :

(i) Taxe d'abattage :

Une réduction de 25% de la base taxable entraîne mécaniquement une baisse de 25% des recettes. Ces dernières dépendront des ventes de l'année 2009. Au moment de la mission le PSRF ne disposait pas des données complètes sur les récoltes taxées en 2008, les deux derniers mois étant manquants. Si l'on fait l'hypothèse d'une récolte (taxée) 2008 à 1,9 millions de m³ (contre 2,16 millions en 2007), pour une recette estimée de 3,74 milliards de FCFA, la baisse des recettes de la taxe d'abattage due uniquement à la baisse des récoltes (i.e. sans mesure de baisse des mercuriales) serait d'environ 700 millions de FCFA.

Tableau 3. Simulation de l'impact fiscal d'une réduction des mercuriales de 25% sur la taxe d'abattage

A	Taxe abattage 10 premiers mois 2008	3 938 318 743	FCFA
B	Volume correspondant	1 684 192	m ³
C	Taxe unitaire (A/B)	2 338	FCFA/m ³
D	Récolte 2008 probable	1 900 000	m ³
E	Taxe attendue en 2008 (C*D)	4 442 964 705	FCFA
F	Récolte 2009 (hypothèse moyenne)	1 600 000	m ³
G	Taxe attendue en 2009 (C*F)	3 741 443 962	FCFA
H	Différence (sans mesure) (G-E)	- 701 520 742	FCFA
I	Taxe attendue en 2009 avec mesure de 25% de baisse des mercuriales (G*0.75)	2 806 082 971	FCFA
	Différence (avec mesure sur mercuriales) (I-G)	- 935 360 990	FCFA

Le manque à gagner d'une mesure de 25% de réduction de mercuriales devrait tourner autour de 900 millions de FCFA.

(ii) Taxe d'entrée usine : la proposition étant de remplacer la TEU par des droits de sortie sur les produits transformés, voir le tableau 4

(iii) Impact sur les recettes d'exportation des grumes

Les exportations de grumes camerounaises s'établissent à près de 300.000 m³ en 2008 (voir tableau ci-dessous) :

Trimestre	Volume (m ³)
1	64 780
2	69 899
3	70 153
4	64 875
Total	269 697

Source : SGS Cameroun

Les recettes fiscales correspondant aux droits de sortie (DTS) n'étaient pas disponibles au moment de la mission. Les droits sont de 17,5% sur les mercuriales applicables qui varient par essence et selon la provenance de la zone I, II ou III. Le montant des surtaxes fixes varie de 500 à 4000 FCFA par m³ (selon l'essence concernée).

Nous ne connaissons pas la composition des récoltes en 2008 (et donc les droits et surtaxes appliqués) mas on peut, à partir des données des années précédentes, simuler les recettes approximatives de 2008. On fait l'hypothèse d'un volume d'exportation des grumes ramené à 130.000 m³ en 2009.

Tableau 4. simulation de l'impact fiscal d'une réduction de 25% sur la TEU et d'un remplacement de la TEU par des droits de sortie

A	DTS moyen au m ³ grume exporté	16 000	FCFA/m ³
B	Surtaxe moyenne	3 000	FCFA
C	Volume exporté grumes 2008	269 697	m ³
D	DTS grumes simulées 2008 (A*C)	4 315 152 000	FCFA
E	Surtaxe simulée 2008 (B*C)	809 091 000	FCFA
F	Volume probable 2009	130 000	m ³
G	DTS grumes simulées 2009 (A*F)	2 080 000 000	FCFA
H	Surtaxe simulée 2009 (B*F)	390 000 000	FCFA
I	Différence sans mesure (liée à la baisse des exportations) (G+H)-(D+E)	- 2 654 243 000	FCFA
J	DTS 2009 simulés avec mercuriale -25% (D*0.75)	1 560 000 000	FCFA
	Différence avec et sans mesure de baisse des mercuriales de 25% (J-G)	- 520 000 000	FCFA
	Recettes possible Etat 2009 avec mesure	3 640 000 000	FCFA

La mesure de réduction de 25% des mercuriales pourrait se traduire par un manque à gagner de 500 millions en 2009.

3. Mesure complémentaire 2 : passage à taux zéro pendant un an de la TVA sur les ventes de bois transformés sur le marché intérieur.

Cette mesure se justifie par le fait qu'il faut permettre à l'industrie de se redéployer partiellement sur le marché intérieur dans un contexte où la demande mondiale est atone. Depuis le début des années 1990, l'industrie du bois (qui écoulait en moyenne 1/3 de sa production sur le marché camerounais

dans les années 1980) s'est tournée progressivement vers l'exportation quasi-exclusive de ses produits, la dévaluation de 1994 ayant constitué un accélérateur en modifiant les brutalement prix relatifs. Aujourd'hui, les prix de revient du bois transformé dans les unités industrielles est supérieur à la capacité de payer de la plupart des consommateurs camerounais. Le marché intérieur est alimenté en grande partie par le secteur informel. Il sera difficile de ramener le prix de revient du bois transformé en usine à des niveaux accessibles à une grande partie des consommateurs avec le pouvoir d'achat moyen actuel. On peut néanmoins tenter d'atténuer l'écart des prix en appliquant un taux zéro de TVA (contre 18,5% actuellement) et en remplaçant la taxe entrée usine par des droits de sortie sur les produits transformés.

V. Mesures « sans regret » pouvant rapporter de nouvelles recettes fiscales

Le problème de la taxe entrée usine (TEU)

La taxe entrée usine introduite par la loi de Finances 2000-2001, constituait une recommandation de l'Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun achevé en 2000. L'objectif principal était de « taxer le gaspillage » en asseyant cette taxe sur la matière brute (grumes) entrant en usine, afin d'inciter à l'accroissement des rendements matière (rapport volume sorti / volume entré)² et aux productions à forte valeur ajoutée. Un objectif secondaire était d'instaurer – à travers la fiscalité – un dispositif de contrôle des bois entrant en usine, afin de dissuader la transformation de grumes coupées illégalement.

Force est de constater que ce double objectif n'a pas été atteint. L'administration n'a jamais été en mesure d'établir un contrôle des volumes entrant en usine et fait calculer la TEU à partir des volumes de produits principaux transformés, en appliquant un coefficient standard de transformation – ce qui enlève totalement l'incitation à réduire les gaspillages qui constituait la raison d'être de cette taxe. En outre, la multiplication des exportations de ce qui est convenu d'appeler des « sciages sauvages » - c'est-à-dire des sciages venant de sources indéterminées et fabriqués en forêt (tronçonneuse + rabotage ultérieur) ou sur des scies mobiles (pas de TEU) – a conduit à une concurrence déloyale à l'exportation entre les bois du secteur formel industriel (supportant la RFA, la taxe d'abattage et la TEU) et les autres bois sciés (qui souvent n'ont payé aucune des 3 redevances et taxes). Par ailleurs, le taux de recouvrement de la TEU n'est pas bon (entre 50 – 60 % du potentiel théorique d'après les données du second Audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun (2006) dont est extrait le tableau ci-dessous :

Tableau 5. recouvrement de la TEU et potentiel théorique entre 2000 et 2005

(en millions de FCFA)	TEU théorique	TEU collectée	Différence
2000/01	4 799	1 982	-2 817
2001/02	5 419	2 570	-2 849
2003	5 153	3 605	-1 548
2004	6 133	3 796	-2 337
2005	5 507	3 785	-1 722

Le second audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun (2006) avait envisagé la possibilité de revenir à des droits de sortie sur les produits transformés, avec d'éventuelles exonérations pour certaines catégories de produits. Un autre problème posé par la TEU est qu'elle renchérit le prix de vente du bois transformé vendu (potentiellement) sur le marché Cameroun, alors

² Le principe était que l'entreprise qui utilise 4 m³ de grumes pour faire 1 m³ de bois scié soit plus imposée que celle qui n'utilise que 2,5 m³ pour le même résultat.

qu'une taxe à l'exportation (droit de sortie) ne fait peser le poids de la TEU sur les bois vendus au Cameroun. Cet inconvénient avait été jugé mineur en 2000 dans la mesure où, particulièrement depuis la dévaluation de 1994, les industries du bois travaillent presque exclusivement pour l'exportation du fait des écarts de prix entre les marchés internationaux et intérieurs. Mais en cette période de chute brutale de la demande internationale, la possibilité d'écouler une fraction de la production sur le marché intérieur en abaissant le prix de revient des produits qui pourraient être vendus sur ce marché n'est pas à négliger.

La loi de Finances 2009 maintient la TEU (qui est en fait une taxe sur les produits sortis usine), mais établit une exonération pour les produits de deuxième et troisième transformation (ces degrés de transformation sont déterminés de manière très sommaire par la LF 2009, et de toute façon ne reflètent que très imparfaitement la valeur ajoutée potentielle des différentes productions). Cette mesure est inappropriée dans le contexte actuel de la crise. Il est possible – à travers par exemple une LF rectificative – de supprimer la TEU et de la remplacer par des droits de sortie de 3% (taux de la LF 1999-2000, avant l'introduction de la TEU) sur les produits transformés en continuant (au moins provisoirement) d'utiliser les mercuriales (dites prix FOB) pour les grumes et un taux standard de conversion, par exemple 2,5 pour les sciages standard ; 1,8 pour les bois déroulés et 1,6 pour les bois tranchés³, pas de taxe pour tous les autres produits). Il sera temps, plus tard quand la crise se sera apaisée, de mettre en chantier un système plus sophistiqué et qui se réfère aux prix des produits transformés, non leur équivalent grume, et éventuellement à des critères de transformation.

Trois avantages pourraient être immédiatement retirés de cette mesure :

- un meilleur taux de recouvrement que pour la TEU, donc de meilleures rentrées fiscales permettant de compenser quelque peu la réduction temporaire de la RFA
- un abaissement du prix de revient pour les bois transformés qui pourraient être écoulés sur le marché intérieur
- une limitation de la distorsion de concurrence qu'ont à subir les entreprises exportatrices qui s'acquittent de la TEU par rapport aux « sciages sauvages » exportés.

Tableau 6. Simulation (i) de l'impact de la baisse de 25% des valeurs mercuriales sur la TEU, (ii) de la combinaison avec un remplacement de la TEU par des droits de sortie (DTS) sur les produits transformée :

A	TEU 10 premiers mois 2008	2 747 646 598	FCFA
B	Volume correspondant	1 206 497	m ³
C	TEU unitaire (A/B)	2 277	FCFA/m ³
D	Volume 2008 entrée probable	1 300 000	m ³
E	TEU attendue en 2008 (C*D)	2 960 588 031	FCFA
F	Volumes entrée usine probables en 2009	1 100 000	m ³
G	TEU attendue en 2009	2 505 112 949	FCFA
H	Différence (sans mesure de baisse des mercuriales) (G-E)	- 455 475 081	FCFA
I	Taxe attendue en 2009 avec mesure de 25% de baisse des mercuriales (G*0.75)	1 878 834 712	FCFA
J	Différence avec et sans mesure (I-G)	- 626 278 237	FCFA
K	Recette 2009 escomptée liée au passage à des droits de sortie sur les transformés (+30% de collecte) avec mercuriales -25% (I*1.3)	2 442 485 125	FCFA
L	Différence scénario DTS-25% et scénario TEU-25% (K-I)	563 650 414	FCFA
M	Différence scénario DTS-25% et TEU inchangée (K-G)	- 62 627 824	FCFA

³ C'est-à-dire que si la valeur mercuriale d'un m³ de sapelli est de 130.000 FCFA, le m³ scié de sapelli sera taxé sur la base de 130.000 x 2,5 = 325.000 FCFA) au taux de 3% qui était en vigueur avant la LF 2000-2001 qui a introduit la TEU.

On propose de garder l'assiette actuelle (taxation à 2,25% de l'équivalent grume du volume de produit transformé selon grille de conversion du PSRF) mais de l'appliquer à tous les bois au niveau des points de sortie du territoire. Dans cette hypothèse, le remplacement de la taxe entrée usine par des droits de sortie (DTS) améliore de 30% le niveau de collecte. Dans ce cas, on peut envisager que la baisse de 25% des mercuriales sur la récolte 2009 serait pratiquement compensée par le passage aux DTS, et une meilleure efficacité de la collecte.

Une mesure possible pour compenser la perte inévitable des recettes fiscales : l'élargissement provisoire des quotas d'exportation des grumes à d'autres essences

Depuis 1999, la loi interdit l'exportation en grumes des essences dites « traditionnelles », à l'exception de l'ayous (*Triplochyton scleroxylon*) et de l'azobé (*Lophira slata*). Ces deux essences, ainsi que les essences dites de promotion peuvent être exportées moyennant un droit de sortie de 17,5% ainsi que d'une surtaxe fixe qui s'échelonne de 500 à 4000 FCFA selon les essences (l'ayous et l'azobé supportant une surtaxe de 4000 F).

Depuis 2006, le gouvernement introduit des quotas d'exportation de grumes pour l'ayous et l'azobé, distribués aux entreprises exportatrices en fonction de la quantité qu'elles transforment.

Bien que le marché des bois se soit sérieusement contracté, certains pays continuent d'être intéressés par certaines essences et par le bois en grumes. C'est par exemple le cas de l'Inde pour une essence comme le padouk (*Pterocarpus soyauxii*), et de la Chine pour plusieurs essences actuellement interdites d'exportation en grumes au Cameroun. Traditionnellement, on sait que l'exportation du bois en grumes est ce qui génère le maximum de rentrées fiscales (fiscalité forestière), alors que l'interdiction d'exporter des grumes fait baisser celles-ci mais suscite la création d'emplois et la valeur ajoutée qui l'accompagne (salaires, cotisations sociales...). Pour de nombreuses d'entreprises (mais pas toutes), l'exportation de grumes (certaines essences et certaines qualités) est plus rentable (marge brute unitaire) que la transformation, du fait de divers facteurs qu'on ne peut détailler ici.

Il n'est pas question pour le Cameroun de revenir à la situation d'avant 1999 et une exportation massive de grumes, même si le système actuel fondé sur des interdictions par essences et non sur un contingentement global en volume pourrait être considérablement amélioré (cf. audit économique et financier du secteur forestier de 2006) sans remettre en cause l'option d'industrialisation. Mais il y a sans doute des possibilités d'explorer certaines niches de marché pour du bois en grumes pour certaines essences et destinations. La mesure proposée est, comme les autres, temporaire et destinée (i) à générer du cash-flow pour les entreprises et les aider ainsi à maintenir une certaine rentabilité permettant de ne pas licencier ; (ii) générer des recettes fiscales sur l'exportation des grumes.

Si cette mesure devait être prise, il conviendrait sans doute d'accorder les quotas d'exportation de grumes aux seules entreprises (1) qui se distinguent par leurs efforts de gestion durable et, (2) qui s'engagent à conserver l'emploi.

(1) L'aménagement forestier selon les normes publiques en vigueur étant maintenant une condition *sine qua non* de l'exploitation des UFA au Cameroun, les efforts additionnels sont attestés par la certification FSC (4 sociétés disposent d'UFA certifiées au Cameroun) et/ou les certificats de légalité de la production octroyés par des bureaux spécialisés indépendants (les sociétés certifiées ayant automatiquement ce type de certificat). N'accorder les quotas d'exportations de grumes qu'aux seules entreprises disposant au moins d'une certification de légalité permettrait d'éviter un certain nombre de critiques liées à cet assouplissement provisoire du régime d'exportation des grumes.

(2) Ensuite, ces éventuelles autorisations devraient être liées à des engagements vérifiables (attestation de paiement des cotisations CNPS correspondantes) sur le maintien de l'emploi. La rupture de cet engagement entraînerait l'annulation immédiate des quotas.

Techniquement, une telle mesure serait simple à mettre en place et sans risque financier pour le gouvernement : au pire, les entreprises n'utiliseront pas ou peu leurs quotas. Par contre, il y a des aspects politiques évidents associés à cette mesure (réticence envisageable d'une partie des parlementaires, incompréhension possible de l'opinion).

Compte tenu du peu d'information sur les quantités supplémentaires de grumes qui pourraient être exportées avec cette mesure, on n'a pas chiffré les recettes supplémentaires que pourrait entraîner cette mesure.

ANNEXE 1 : Personnes rencontrées

Léopold MONTHÉ, Directeur Administratif entreprise SEPBC
 Marie-Chantal PENDOUÉ, Responsable division Bois/Forêts, SGS Cameroun
 Clément OSSIMA, Chef de Brigade des Douanes du Parc à Bois
 Piere-Alain RAULT, Managing Director GETMA (aconier)
 Adriano BALLAN, DGA United Transport Africa Cameroun (transport routier)
 Clément OSSIMA, Chef de Brigade des Douanes du parc à bois
 François ISSOLA DEPENDA, Délégué Régional MINFOF, Littoral

Jean-Jacques EVINA AKONO, PCA Groupe Evina-Platinum, Président Association des Jeunes
 Exploitants forestiers
 Roger NKODO, Président Association Nationale des Exploitants forestiers
 Zacharie WANDJE, Association Nationale des Exploitants forestiers

Andrea BARBAN, société Alpica
 Laurent MONTANÉ, Représentant entreprise Wijma
 Loïc DOUAUD, société Pallisco
 Victor OUM, Directeur administratif et financier entreprise SIM
 Eduardo ANNUNZIATO, Directeur Groupe SEFAC
 José QUARESMA, DG entreprise TRC
 Paul REEF, Directeur société REEF HOUT
 Roberto DEBENE, entreprise FIPCAM
 Fendri ASMO, entreprise FIPCAM
 Antoine DARAZI, DG entreprise CUF
 M. ASSENÉ NKOU, société Assené
 Blandine OUOGUIA, GFBC
 Nicolas JAMET, entreprise SIM
 Michèle ROUCHER, société Vicwood-Thany
 Hervé BOUGUIGNON, SG de l'IFIA

Modeste MOPA FATOING, Chef de Division, fonction d'interim du Directeur des Impôts)
 Denis KOULAGNA, SG du MINFOF
 M. EBIA, Directeur des Forêts
 Joseph Désiré NGUENANG SG MINFI

Mary-Ann BARTON-DOCK, Directrice régional des opérations, Banque Mondiale
 Ivan ROSSIGNOL, leader sustainable development, Banque Mondiale
 Clotilde NGOMBA, responsable agriculture et foresterie, Banque Mondiale
 Daniel MURPHY, Senior Country Officer, Banque Mondiale

Samuel MAKON, Facilitateur délégué du PFBC
 M. MBITIKON, Secrétaire exécutif COMIFAC
 Nicolas VINCENT, Chargé d'études économiques Ambassade de France

Marta-Anna BRIGNOGNE, Chargée de programme Union Européenne
 Gérard DARASTE, Directeur KFW
 Pascal CUNY, Conseiller SDV
 Marc VANDENHAUTE, expert FLEGT, DCE/GTZ

ANNEXE 2 : Programme de la mission

Mardi 13 janvier : voyage Paris-Douala

Mercredi 14 janvier :

- réunion à la délégation provinciale MINFOF du littoral
- visite au port de Douala : rencontres avec SEPBC, services des douanes, transporteurs maritimes, acconiers
- rencontre avec les responsables de l'entreprise TRC

Jeudi 15 janvier :

- voyage Douala-Yaoundé
- réunion à la Banque Mondiale (D. Murphy, C. Ngomba)
- rencontre avec le Secrétaire Général du MINFI et son équipe (avec D. Murphy, C. Ngomba)
- rencontre avec la Coordinatrice du PSRF, Mme Abouem

Vendredi 16 janvier :

- Réunion avec partenaires internationaux (EU, KFW, SNV, ACDI)
- Réunion avec le syndicat des exploitants nationaux (M. Nkodo)
- Réunion avec le syndicat des jeunes exploitants
- Réunion avec le DG (a.i.) des Impôts, M. Mopa
- Réunion avec le Facilitateur délégué du PFBC, M. Makon

Samedi 17 janvier :

- Rencontre avec le SG de la COMIFAC, M. Mbitikon

Dimanche 18 janvier :

- voyage Yaoundé-Douala

Lundi 19 janvier :

- réunion avec le GFBC (Groupement de la Filière Bois) et plusieurs représentants d'entreprises forestières
- voyage Douala-Yaoundé

Mardi 21 janvier :

- réunion avec la Responsable régionale des Opérations (M.A. Barton-Dock) et autres fonctionnaires de la Banque Mondiale au Cameroun (I. Rossignol, D. Murphy, C. Ngomba)
- Réunion avec le SG du MINFOF, D. Koulagna (avec I. Rossignol et C. Ngomba)
- Réunion avec partenaires internationaux (Coop. Française, KFW, SNV)
- Fin de la mission

ANNEXE 3 : Extrait de la partie « recommandations » du résumé exécutif de l'audit économique et financier du secteur forestier au Cameroun de 2006 (étude réalisée par le Cirad pour le compte du MINEFI et remis au commanditaire en septembre 2006)

« Les principales raisons justifiant des adaptations significatives du cadre économique et fiscal

1. Les entreprises de la filière bois se sont adaptées et continuent de s'adapter aux nouvelles contraintes fiscales et de gestion forestière issues des réformes successives. Un certain nombre d'opérateurs qui ne pouvaient ou ne voulaient pas faire les adaptations nécessaires ont quitté le secteur, les autres ont entamé des processus de restructuration plus ou moins réussis selon les cas. Ce processus est, cependant, loin d'être achevé, et des dépôts de bilan peuvent se produire dans les prochains mois, au vu de la fragilité des comptes de résultat d'une grande majorité des entreprises et la montée des charges incompressibles (carburant, électricité, transport).
2. La moyenne des entreprises du secteur est plus « professionnelle » qu'il y a une dizaine d'années, et tente une « sortie par le haut » à travers l'accroissement de la valeur ajoutée, de la productivité et de l'efficacité du management. Cette professionnalisation est sensible également en matière forestière, le développement des cellules internes d'aménagement a permis l'appropriation des plans d'aménagement par un nombre croissant de sociétés. La question du coût élevé des plans d'aménagement est beaucoup moins évoquée que lors de l'audit de 1999-2000, et plusieurs opérateurs reconnaissent qu'ils ont rationalisé leurs opérations d'exploitation et de transformation grâce aux informations contenues dans ces plans : les coûts ont été transformés en investissement. Les démarches de certification entreprises par certaines sociétés témoignent de cette évolution.
3. Les marges financières relativement confortables des années 1980-90 permises par de faibles taxes et la dominance de l'exportation des grumes appartiennent au passé. La concurrence pour l'attribution des permis, lorsqu'on ne fausse pas par la prolifération des critères techniques superflus, a constitué un instrument efficace de collecte de la rente économique pour l'État (et les collectivités locales qui ont bénéficié des rétrocessions d'une partie de la RFA). Mais elle a supprimé les « marges de sécurité » de nombre d'opérateurs.
4. Le faible niveau des investissements depuis 2000-2001 (et le désinvestissement avéré dans le transport du bois) fait peser un risque sur le maintien à moyen et long terme d'une filière bois créatrice de valeur ajoutée, d'emplois et génératrice de recettes fiscales. D'autant que les stratégies adoptées par les opérateurs lors de la mise en œuvre de l'aménagement ont souvent consisté par exploiter en priorité les zones les plus riches en essences de haute valeur, ce qui va conduire inévitablement à un problème de rentabilisation des futures assiettes de coupe. Sans le développement de capacités techniques et commerciales de valorisation des essences dites secondaires mais abondantes dans les forêts camerounaise (e.g., Fraké, Tali, Emien, Dabema, Ekop, Ilomba...), on peut s'inquiéter pour les conditions de rentabilité de la filière à court terme. Or, les faibles niveaux de marge rendent difficile de nouveaux investissements, et le maintien d'une majorité des unités dans la catégorie de la production de débités en première transformation est peu satisfaisant à cet égard. Le faible développement des activités de déroulage constitue également un problème pour la valorisation de certaines essences.
5. Il est nécessaire de donner aux entreprises qui ont fait ces efforts d'adaptation aux nouvelles contraintes économiques et de gestion forestière des moyens pour relancer l'investissement qui permettra un nouvel accroissement de la valeur ajoutée des productions, et faire face aux transformations en cours des conditions de l'exploitation (remontée des DME sur les essences principales, parcelles moins riches) et de la commercialisation des bois (obligations de prouver la légalité par la traçabilité, investissements dans la promotion de nouvelles essences et la réalisation de nouveaux produits). Des aménagements dans la fiscalité, accompagnés d'une série de mesures économiques et de changements dans la réglementation peuvent contribuer positivement à cette relance de l'investissement qui doit préparer l'avenir de la filière.

Les principales recommandations de la mission

6. **Allègement de la RFA en fonction de la baisse de la possibilité forestière** : Les normes d'aménagement conduisent à une remontée des diamètres minimaux d'exploitation (DME) sur les UFA pour les « essences aménagées ». Ces remontées de DME impliquent une diminution de la possibilité forestière (volume récoltable) au sein du groupe des essences aménagées. Or, cette réduction du volume exploitable n'était pas prévisible lors de l'adjudication. La mission propose l'application d'une formule simple qui réduirait le montant de la RFA à payer en fonction du pourcentage de réduction du volume entraîné par les remontées des DME. Le principe de la formule proposée dans le rapport est de rapporter le volume « récolte sous DME-AME » au volume « récolte sous DME-ADM » constaté l'année précédente *pour les 3 essences les plus exploitées*. Le pourcentage obtenu est appliqué à la RFA. L'introduction de ce mécanisme serait donc l'occasion de réduire l'écart entre les RFA « d'avant 2000 » et celles « d'après 2000 », plus élevées, en n'accordant le bénéfice de la révision qu'aux UFA dépassant un certain seuil.
7. **Ajustement annuel des taux de RFA en fonction des évolutions des cours du bois** : La mission propose un réajustement automatique annuel des montants de RFA sur les cours des principaux bois exportés par le Cameroun. Le principe consiste à construire un indice synthétique annuel du prix du bois camerounais (un « panier statistique »), reflétant la composition des exportations nationales. Cet indice serait recalculé chaque année, sur la base des prix enregistrés l'année précédente et de l'évolution de la composition des exportations. La source des prix FOB relevés est celle de l'OIBT qui donne les prix des principales essences en grumes et en sciage (avec, pour les grumes, des relevés pour les 3 qualités : LM, B, B/C ; il est proposé de travailler avec le prix des lots de qualité B). Les variations annuelles de cet indice pourraient être répercutées sur le niveau de la RFA des entreprises : une variation de 5 % (à la hausse ou à la baisse) d'une année sur l'autre entraînerait une variation équivalente de 5 % du niveau de toutes les RFA.
8. **Allègement des critères techniques pour favoriser une véritable concurrence lors des adjudications** : il est recommandé de simplifier et alléger significativement les critères de sélection technique et abaisser le seuil de points requis pour la prise en compte de l'offre financière. Il convient également de renforcer la sécurité et la confidentialité du processus d'adjudication. Trois propositions sont formulées en ce sens : (i) renforcer l'anonymat et réduire la possibilité de rapprochement entre une UFA et un soumissionnaire au moment du retrait des dossiers auprès de l'administration, (ii) que l'Observateur Indépendant soit informé, au moment de la remise des dossiers, par un pli séparé et clos préparé par le soumissionnaire, de l'offre financière proposée et contenue dans le dossier remis à l'administration, (iii) que la Commission d'attribution déclare infructueuse les adjudications d'UFA où une seule soumission voit son offre financière examinée
9. **Réduire les risques de conflit d'intérêt au sein de la Commission d'attribution des titres** : Il est proposé que la représentation professionnelle au sein de la Commission d'attribution des titres soit le fait d'un seul, ou au maximum de deux représentants de l'ensemble du secteur privé, n'étant eux-mêmes ni exploitants forestier, ni partenaires en affaires d'une entreprise ou d'un groupe actif dans l'exploitation ou la transformation du bois, et ce afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt
10. **Réduire l'incertitude sur le potentiel exploitable des UFA en adjudication** : Trois recommandations sont formulées pour réduire le risque financier des opérateurs attributaires dans une situation d'information insuffisante sur le potentiel réel de l'UFA : (i) Faire passer de 45 jours à 3 mois (minimum) le délai entre l'annonce de l'adjudication et l'adjudication, pour permettre aux postulants d'effectuer des sondages plus précis, (ii) Mettre sur Internet les résultats des inventaires de reconnaissances, lorsqu'ils sont disponibles (et/ou les mettre à disposition au Ministère). Un accord avec le programme Global Forest Watch pourrait être conclu pour cette mise en ligne, (iii) Réaliser systématiquement un inventaire de reconnaissance amélioré sur les UFA abandonnées et recoller les données avec les informations contenues dans les rapports annuels de l'exploitant et les CAC.
11. **Favoriser le développement de la certification par un avantage fiscal** : La recommandation de la mission est d'accorder des taux réduits de redevance de superficie pour les entreprises qui élèvent leurs efforts de gestion au delà de la contrainte légale – qui est la réalisation du plan d'aménagement – et qui voient leurs performances reconnues par

12. **Simplifier la détermination de la taxe d'abattage** : La mission recommande de modifier à la fois l'assiette et le taux de la taxe d'abattage et réviser à la hausse de 20% le niveau de la taxe d'abattage et que l'assiette soit le volume « roulé » (ou volume commercial). Dans ce cas, le taux de la taxe d'abattage passerait de 2,5% (sur le volume abattu) à 3% (sur le volume roulé), ce qui ne changerait en rien le montant collecté par l'État, simplifierait les choses et limiterait les risques de tracasseries.
13. **Revoir les limites de certaines UFA** : La mission recommande de revoir les limites des UFA comprenant d'importantes surfaces non productives, en y excluant les zones de savanes d'une superficie significative, et ce afin de diminuer le poids de la RFA pour ce type de concessions.
14. **Envisager de revoir l'assiette des taxes d'exportation** : Les taxes d'exportation pourraient basées non plus sur la valeur FOB, mais sur une valeur ExWorks, c'est-à-dire une valeur FOB minorée d'un montant correspondant au coût moyen d'acheminement d'un m³ de bois (brut ou transformé) du lieu d'exploitation ou de transformation au port d'exportation. La mission a préparé une carte des zones de coûts de transport qui pourra être utilisée pour déterminer le montant des taxes d'exportation pour les différentes zones. Toutefois, la mission considère que cette recommandation ne peut être mise en œuvre immédiatement, mais doit attendre la mise en place d'un système de traçabilité opérationnel pour les bois issus des UFA.
15. **Envisager un éventuel remplacement de la taxe entrée usine par une taxe sur les sciages de première transformation** : La mauvaise performance de la taxe entrée usine pose le problème du maintien de ce dispositif ou de son remplacement par une taxe à l'exportation sur les produits de première transformation. La réinstauration d'une taxe sur les produits de première transformation pourrait permettre un meilleur recouvrement, une concurrence plus équitable entre les produits issus du secteur formel (et qui a supporté les différentes taxes et redevances) et les produits issus de ce sciage mobile, qui n'a pas acquitté la taxe d'entrée usine, ni probablement les taxes d'abattage correspondantes, non plus que la RFA. Les taxes à l'exportation pourraient être abaissées ou supprimées pour les produits séchés (cas spécial à prévoir pour les bois hydrauliques qui ne doivent pas être séchés), et les produits de seconde et troisième transformation. D'un autre côté, la mise en place d'un système national de traçabilité – l'une des priorités du gouvernement et du PSFE – permettrait de résoudre le problème du recouvrement et de la concurrence tout en maintenant la taxe entrée usine : les bois transformés « tracés » seraient distingués des bois qui ne le sont pas. La mission ne recommande pas l'une ou l'autre de ces deux options, et présente une matrice des options permettant de traiter de manière cohérente les différents cas de figure.
16. **Abaissier les taxes sur les essences secondaires** : Les taxes d'exportation et d'abattage sur un groupe d'essences de promotion à définir (critère : abondance dans la forêt et propriétés commerciales potentielles), ainsi que les taxes entrée usine pour ces mêmes essences pourraient être très significativement réduites, afin d'aider à leur rentabilisation de leur exploitation. La mesure proposée par la mission, à tester sur une période de 3 ans, est la suivante : (i) abaisser de 50% la valeur taxable (mercuriale) pour le tali (*Erythrophloeum suaveolens*), (ii) abaisser de 80% la valeur taxable pour le fraké (*Terminalia superba*), (iii) abaisser de 80% la valeur taxable sur les essences de promotion, telles que définies par l'administration
17. **Supprimer ou alléger le cautionnement financier de la RFA** : Le montant du cautionnement financier constitué auprès d'une banque commerciale pourrait être supprimé pour les « entreprises citoyennes » (celles qui ne connaissent pas de retard ni de défaut de paiement des impôts et des taxes) ou allégé (une somme correspondant à 3 mois d'un versement mensualisé devrait suffire)
18. **Supprimer le précompte sur achats** : La mission recommande de supprimer le précompte

de 5% appliqué sur les achats/vente de bois : cette disposition n'est plus nécessaire dès lors que la transaction s'effectue entre deux entreprises soumises au régime réel d'imposition et rattachées à la DGE

19. **Résoudre le problème des encours de remboursement de TVA** : La mission n'a pas vocation à se prononcer pour tel ou tel mécanisme de traitement des encours de TVA dus aux exportateurs, dans la mesure où ceci concerne tous les secteurs exportateurs et pas seulement la filière bois. Néanmoins, elle recommande au gouvernement de prêter la plus grande attention à la consolidation des acquis récents en matière de délais de remboursement des encours de TVA aux exportateurs de la filière bois. Cette question est considérée comme l'une des plus déterminantes pour l'équilibre financier des entreprises par de nombreux opérateurs économiques, et elle constitue sans nul doute un importants facteur de compétitivité pour l'industrie du bois tournée vers les marchés extérieurs.
20. **Réduire le taux de TVA sur les ventes locale de bois ouvré** : La mission propose de ramener le taux de TVA 19,25 % à 5% pour la vente au détail des bois ouvrés sur le marché intérieur, et ce afin de lutter contre l'informalisation croissante de l'approvisionnement domestique des ménages en sciages
21. **Mettre en place un mécanisme approprié de marché de droits d'exportation des grumes** : Le gouvernement ayant retenu le principe de l'utilisation de quotas de grumes à l'exportation, il conviendrait de mettre en place un mécanisme permettant de maximiser la valeur de cette quantité limitée de grumes destinées à l'exportation. Pour cela, deux mesures sont nécessaires : (i) procéder à la mise aux enchères de droits d'exportation de grumes ; (ii) élargir la gamme des essences autorisées à l'exportation. La proposition de la mission est que le gouvernement fixe un contingent annuel autorisé d'exportation de grumes, qui pourrait être proche du volume actuellement exporté, par exemple 200.000 m³ de grumes. Ce chiffre serait révisable chaque année en fonction des cours atteints par les droits d'exportation. La mission recommande que les droits d'exportation soient vendus aux enchères, avec un prix plancher, suivant différentes modalités un système d'enchères classiques – ou descendantes avec prix caché de retrait. La bourse des valeurs de Douala pourrait servir d'opérateur pour l'organisation de ce marché des droits d'exportation transférables. Cette hypothèse serait à explorer par l'étude que le gouvernement pourrait commander pour la mise en œuvre de ce marché (ou bourse) de droits d'exportation. Il conviendrait, au moins dans un premier temps de réserver le marché aux industriels disposant d'installations fixes, à l'exclusion de tout autre acteur.
22. **Tirer partie des avancées des plans d'aménagement pour améliorer la situation de l'industrie** : Au Cameroun, la durée de *rotation* se confond avec celle du *cycle de coupe* (ou durée de la « révolution », selon le langage forestier), et a été fixée à 30 ans. Les deux notions sont distinctes : (i) la rotation peut être définie le temps que met l'exploitation pour parcourir l'ensemble des assiettes de coupe (AAC) de la concession et revenir à son point de départ ; (ii) le cycle de coupe, ou « révolution », correspond à l'intervalle (durée temporelle) de coupe incompressible entre deux passages d'exploitation sur une même parcelle. Les forêts étant, dans leur composition, hétérogènes d'un endroit à un autre, la durée de 30 ans pour le cycle de coupe pourrait sans doute être modulée, à partir des résultats des inventaires d'aménagement. Dans certains cas (forte proportion d'essences pionnières dynamiques, comme l'ayous et l'azobé), cette durée pourrait être revue à la baisse, ce qui permettrait des AAC plus grandes, donc une production annuelle supérieure. Pour les petites concessions dans lesquelles la rotation de 30 ans conduit à des AAC de trop petite dimension, une dissociation entre cycle de coupe et rotation (d'une durée qui serait alors inférieure au cycle de coupe) pourrait être envisagée
23. **Le cas des UFA mises en conservation** : Les 9 UFA totalisant 870.000 ha, initialement destinées à la production, ont été placées en conservation, sans plans d'aménagement jusqu'à présent. Le MINFOF a fait part à la mission de son souhait de voir mis en adjudication ces UFA. La mission propose une démarche pour sortir du statu quo actuel. Deux options semblent possibles :
 - Soit aller vers des concessions de conservation, avec un concessionnaire « entrepreneur de conservation » qui aménage et verse une RFA annuelle dont le montant sera à déterminer (étude technique et décision politique)

- Soit constituer de grandes concessions d'exploitation forestière (+/-) 300.000 ha, afin de pouvoir réaliser de vastes séries de conservation en leur sein, et les mettre en adjudication assorties de cahiers des charges spéciaux (prise en compte au moment de l'offre financière)

Dans tous les cas, la mission recommande de lancer une étude socio-économique pour évaluer le coût d'opportunité économique du statu quo actuel

24. **Favoriser le renforcement et la rationalisation du tissu industriel** : La concentration des entreprises est une réponse normale à la baisse des marges dans un secteur économique. L'administration doit favoriser ce processus, qui constitue un facteur de construction de la compétitivité des entreprises de la filière bois, et qui est un gage de la durabilité de l'activité économique – donc des emplois et des taxes. Plusieurs mesures sont recommandées dans ce sens : (i) Supprimer le plafond des 200.000 ha pour la taille maximum des concessions : *Cette limite est quotidiennement dépassée par les groupes à plusieurs sociétés et les holdings, et elle ne correspond aux besoins d'économie d'échelle dont a fortement besoin le secteur*, (ii) Saisir toutes les occasions pour regrouper des UFA afin d'en faire des unités viables, susceptibles d'attirer de nouveaux investisseurs (*outsiders*) dans les futures adjudications, (iii) Libéraliser la politique industrielle dans le domaine de la transformation de bois, afin de permettre une rationalisation des implantations et de la « division du travail » entre exploitants et transformateurs, (iv) Favoriser la consolidation d'un marché intérieur du bois d'œuvre en évitant toute tutelle administrative et en utilisant le réseau Internet: il est proposé d'en confier la conception et la tutelle au GFBC (Groupement de la Filière Bois au Cameroun)
25. **Fonds de péréquation pour la répartition de la quote-part de la RFA aux communes** : la mission propose au gouvernement d'adopter une nouvelle approche, fondée sur l'objectif de limiter les écarts de revenus plutôt que de chercher à les abolir, ce qui semble plus acceptable politiquement. Ainsi, seule une partie de la RFA serait mise en péréquation. Il s'agirait, par ailleurs, d'un mécanisme de péréquation plutôt que d'un fonds, à proprement parler, ce qui pourrait faciliter la mise en place technique. La mission propose de fixer un plafond (en termes réels) à la RFA reversée à chaque commune (principe d'« écrêtement »). La mission a simulé différents scénarios à cet égard.
26. **Utiliser les institutions de contrôle créées** : En ce qui concerne la mauvaise gestion présumée des fonds de la RFA par nombre de communes, la mission recommande au gouvernement de décider que l'une des premières missions de la Cour des Comptes nouvellement créée sera consacrée à l'examen des finances publiques locales des communes de la zones forestière, notamment celles qui ont bénéficié le plus des revenus de la RFA ces dernières années
27. **Légalité du bois et système d'information forestier et fiscal** : Les recommandations sont les suivantes : Le contrôle de la légalité doit être intimement lié au dispositif de collecte fiscal, et des traitements différenciés doivent être appliqués pour le bois légal et le bois illégalement coupé et transporté (i) Les organismes collecteurs (DGE, future entité de la DGI pour les PME forestières, PSRF) doivent adopter un système d'information unique et intégré pour le contrôle des produits forestiers et le recouvrement des taxes forestières ; (ii) ce système d'information unique est le SIGIF, qui doit être refondu, amélioré, et dont le MINFOF devra démontrer l'opérationnalité retrouvée (délais raisonnable de transmission des informations, cohérence entre les chiffres de la production et les volumes reconstitués équivalent bois rond des exportations) ; (iii) les autres sources d'information des organismes collecteurs seront prises en considération dans l'optique de l'investigation sur une suspicion d'illégalité, et pas seulement dans l'optique du redressement fiscal.
28. **Faire reculer la parafiscalité** : (i) Le service des Douanes doit forfaitiser le « Travail Extra-Légal » (TEL) en poursuivant et généralisant les concertations entamées avec la Profession ; (ii) Les documents administratifs courants doivent être mis en ligne (sauf documents sécurisés spécifiques) sur l'Internet et téléchargeable librement ; (iii) Le prix de vente des documents sécurisés doit être proche de leur coût réel de fabrication : mise en place d'une commission *ad hoc* MINEFI-MINEF-GFBC pour résoudre ce problème
29. **Abondement du fonds forestier (FSDF)** : Il est important que le Gouvernement mette en accord la pratique et la loi. Il doit arrêter une décision sur la logique de pré-affectation d'une partie des taxes forestières au FSDF ou sur le maintien du principe d'unicité de caisse, et

mettre en chantier, le cas échéant, les modifications législatives qui s'imposent. Si le principe d'unicité de caisse est maintenu, le gouvernement doit mettre en place une procédure automatique de versement des sommes prévues au fonds forestier. L'affectation des sommes versées au fonds forestier doivent faire l'objet d'un nouveau texte législatif (caractère obsolète des dispositions de la loi 94/01 à cet égard), complété par des textes réglementaires, le cas échéant.

30. **Financement des Chambres consulaires** : Si le gouvernement veut renforcer la Chambre d'agriculture et des forêts, il doit prévoir un mode de financement pérenne et suffisant. Une portion des fonds du fonds forestier pourrait être affecté à la Chambre, de la même manière qu'une partie du fonds est réservée au financement de l'ANAFOR.
31. **Forêts communautaires** : Une mission du MINFOF a formulé des recommandations que la mission juge tout à fait pertinentes et reprend à son compte, à savoir notamment : (i) De suspendre de toutes les Forêts Communautaires dont l'approbation du Plan Simple de Gestion (PSG) remonte à au moins cinq ans. Cette mesure permettrait de se conformer à la loi, mais aussi de réviser la plupart des PSG dans cette situation et dont la qualité reste très discutable ; (ii) d'exiger de tous les gestionnaires des Forêts Communautaires qu'ils fassent tenir en retour à la Direction des Forêts, les photocopies des lettres de voitures utilisées au cours de l'exercice 2005 et les originaux des feuillets non utilisés au cours du même exercice.
32. **Constituer une capacité nationale d'intelligence économique sur le secteur forestier** : la mission propose qu'une fonction d'intelligence économique confiée à l'INS (Statistique), et qu'une fonction d'intelligence économique orientée vers la sécurisation des recettes fiscales soit confiée au PSRF. La fonction d'intelligence économique proposée au PSRF est orientée non pas vers l'amélioration du système statistique (même si elle peut et doit y contribuer), mais plutôt vers le contrôle de cohérence des données. Analyse croisée des (i) Données Douanes, (ii) données SIGIF, (iii) Rapports annuels des entreprises, (iv) données Eurostat sur les importations de bois camerounais, (v), données des Douanes des pays tiers comme la Chine sur les importations de bois camerounais. Ces analyses croisées doivent contribuer à l'amélioration du système statistique nationale et à l'intelligence des données collectées sur le secteur.
33. **Secteur informel** : La mission recommande que le gouvernement envisage une nouvelle stratégie fondée sur un principe « décriminalisation » différenciée du phénomène du sciage artisanal. Une telle stratégie devrait adopter une approche différenciée entre la coupe de bois dans le domaine permanent (notamment les concessions attribuées et les aires protégées), les coupes dans les formations boisées du domaine national et la commercialisation du bois dans les centres urbains. L'objectif serait de réprimer sévèrement les infractions en cas de coupe de bois dans le domaine permanent, mais d'orienter les exploitants artisanaux vers des zones réservées à des coupes artisanales dans le domaine non permanent (zones à créer en quantité suffisante) et de leur apporter une assistance technique et des protections juridiques pour améliorer la valorisation de leurs bois à l'abattage et à la transformation ; cette assistance technique comprendrait également la mise en place de mécanismes de financement appropriés, certains d'entre eux pouvant notamment relever de la micro finance. Cette stratégie de « décriminalisation » pour une partie de la production de sciages artisanaux doit s'accompagner d'une mise en place d'un dispositif de taxation des bois sciés aux points de vente et de sortie du territoire. Le bois scié du secteur informel étant, par définition, non « tracé », les exportations de ce type de produit devraient acquitter la TEU reconstituée (ou la taxe d'exportation si le gouvernement décide de revenir à une taxe sur les exportations de produits transformés). La mission recommande la mise en chantier d'une stratégie d'encadrement des filières d'exploitation et de sciage artisanal suivant les principes énoncés ci-dessus. Une étude d'identification de projet pourrait constituer la première étape de cette stratégie »